

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14385]

**12 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la Directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16 ;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1<sup>ter</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, et 12<sup>ter</sup>, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, et l'article 10, modifié par les décrets du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 ;

Vu le rapport du 12 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone tampon qui inclut une zone noyau basée sur la découverte des carcasses viropositives et des mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers ;

Considérant que la définition d'une zone d'observation autour de la zone tampon, à laquelle sont également appliquées plusieurs mesures, dont la suspension partielle de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers, est à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone noyau et la zone tampon ;

Considérant qu'en application de la directive précitée, le Gouvernement est également tenu de prévoir l'obligation de soumettre tout sanglier abattu ou trouvé mort dans la zone infectée à un examen de dépistage de la peste porcine africaine, et à la transformation sous contrôle officiel de tous les sangliers ayant donné un résultat positif ;

Considérant que la destruction d'un maximum de sangliers dans la zone d'observation et leur évacuation dans le strict respect de conditions de biosécurité, sont également à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée ;

Considérant les recommandations des experts européens ayant confirmé le bien-fondé de cette stratégie ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° Administration : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie ;
- 2° Zone tampon en annexe 1, cette zone inclut la zone noyau basée sur la découverte des carcasses viropositives ;
- 3° Zone d'observation renforcée : la zone délimitée en annexe 2.

#### CHAPITRE II. — Du nourrissage du grand gibier dans la zone tampon et dans la zone d'observation renforcée

**Art. 2.** Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier, l'alinéa 2 est complété par les mots « sauf dans les deux zones déterminées aux annexes 1 et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, où tout nourrissage du grand gibier est interdit jusqu'au 14 novembre 2018 inclus ».

#### CHAPITRE III. — De la chasse dans la zone tampon et dans la zone d'observation renforcée

**Art. 3.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année cynégétique 2018-2019, la chasse à toute espèce gibier est interdite en plaine comme au bois jusqu'au 14 novembre 2018 inclus dans la zone tampon déterminée à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers. ».

**Art. 4.** Les articles 4, 5, 6, 7, 10, 12 et 14 du même arrêté, sont chaque fois complétés par l'alinéa suivant :

« Pour l'année cynégétique 2018-2019, la chasse, à l'exception de la chasse à l'approche et à l'affût et de la chasse en battue sans chien qui restent autorisées, est interdite en plaine comme au bois jusqu'au 14 novembre 2018 inclus dans la zone d'observation renforcée déterminée à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers. ».

**Art. 5.** Dans l'article 8, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et sans préjudice des dispositions spécifiques relatives à l'interdiction de la chasse dans le périmètre de la zone tampon en province de Luxembourg par la peste porcine africaine et dans le périmètre d'éventuelles autres zones qui viendraient à être infectées par la peste porcine africaine en Wallonie » sont supprimés ;

2° un 3° rédigé comme suit est ajouté :

« 3° la chasse à l'espèce sanglier est interdite en plaine comme au bois jusqu'au 14 novembre 2018 dans la zone d'observation renforcée déterminée en annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers ».

#### CHAPITRE IV. — *De la destruction des sangliers et de la gestion des sangliers retrouvés morts dans la zone tampon*

**Art. 6.** Dans la zone tampon, l'Administration organise la recherche et l'enlèvement des sangliers morts, sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et dans les réserves naturelles pour lesquelles il est dérogé à l'interdiction prévue par l'article 11, premier tiret, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer aux opérations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sauf dans les propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

**Art. 7.** La destruction des sangliers dans la zone tampon est interdite de jour comme de nuit, jusqu'au 14 novembre 2018 inclus à l'exception de l'achèvement d'un sanglier malade ou blessé dans le respect des règles de biosécurité.

**Art. 8.** Dans la zone tampon, la recherche et l'enlèvement des cadavres de sangliers sont effectués uniquement par le personnel de l'Administration et du Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie, de la Protection civile, ainsi que par des personnes mandatées par l'Administration.

**Art. 9.** Tout sanglier retrouvé mort ou abattu est obligatoirement transporté vers un centre de collecte mis en place par l'Administration, où des prélèvements pour analyse en vue de la détection du virus sont effectués par des vétérinaires mandatés par celle-ci.

Les carcasses de sangliers retrouvés morts ou abattus sont obligatoirement détruites sous contrôle officiel.

#### CHAPITRE V. — *De la destruction des sangliers et de la gestion des sangliers retrouvés morts dans la zone d'observation renforcée*

**Art. 10.** Dans la zone d'observation renforcée, les titulaires de droit de chasse ont l'obligation d'organiser eux-mêmes la destruction des sangliers sur leur territoire avec comme objectif de tendre vers une dépopulation totale.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La destruction des sangliers dans la zone d'observation peut se faire de jour comme de nuit jusqu'au 14 novembre 2018.

§ 2. La destruction des sangliers dans la zone d'observation peut se faire au moyen ou à l'aide :

1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants ;

2° d'appâts non empoisonnés ;

3° de sources lumineuses ;

4° d'armes à feu ;

5° de silencieux et de lunettes de visée nocturne.

Concernant le 4°, l'utilisation d'une arme à feu est permise uniquement pour tirer les sangliers à l'approche et à l'affût, lors de battues sans chien et pour les abattre lorsqu'ils ont été capturés vivants.

Concernant le 5°, l'utilisation de silencieux et de lunettes de visée nocturne est permise uniquement aux titulaires d'un permis de chasse valide et à leurs gardes champêtres particuliers pour autant que la détention et l'utilisation de ces accessoires soit autorisée en dérogation aux articles 3 et 8 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes par l'autorité fédérale.

§ 3. La destruction des sangliers est effectuée par des titulaires de permis de chasse wallon valide et des gardes champêtres particuliers ayant suivi une formation aux règles de biosécurité à respecter dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la peste porcine africaine.

§ 4. Toute destruction d'un sanglier fait l'objet d'un constat de tir/mortalité par un agent de l'Administration avant son transport, en dehors des limites du territoire dans lequel il a été abattu.

§ 5. Tout sanglier abattu est transporté par les personnes visées au paragraphe 3 pour être déposé dans un centre de collecte installé par l'Administration.

**Art. 12.** Tout sanglier retrouvé mort dans la zone d'observation renforcée est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour le transport de l'animal vers un centre de collecte où des prélèvements pour analyse en vue de la détection du virus sont effectués par des vétérinaires mandatés par elle.

**Art. 13.** Les carcasses de sangliers retrouvés morts ou abattus sont obligatoirement détruites sous contrôle officiel.

CHAPITRE VI. — *De la gestion des sangliers retrouvés morts en dehors de la zone tampon et de la zone d'observation renforcée*

**Art. 14.** Tout sanglier retrouvé mort ou achevé pour raison sanitaire en dehors de la zone tampon et de la zone d'observation renforcée, est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

Les sangliers retrouvés morts ou achevés à la suite d'une collision routière ne sont pas visés par l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour qu'une analyse en vue de la détection du virus soit effectuée sur les sangliers visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> par un vétérinaire mandaté par elle, et pour transporter l'animal vers un centre de collecte.

Les carcasses des sangliers visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont obligatoirement détruites sous contrôle officiel.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions peut modifier les annexes suite à une évaluation de l'évolution de la situation sur le terrain par l'Administration.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 octobre 2018 et cesse d'être en vigueur le 14 novembre 2018.

**Art. 17.** Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

---

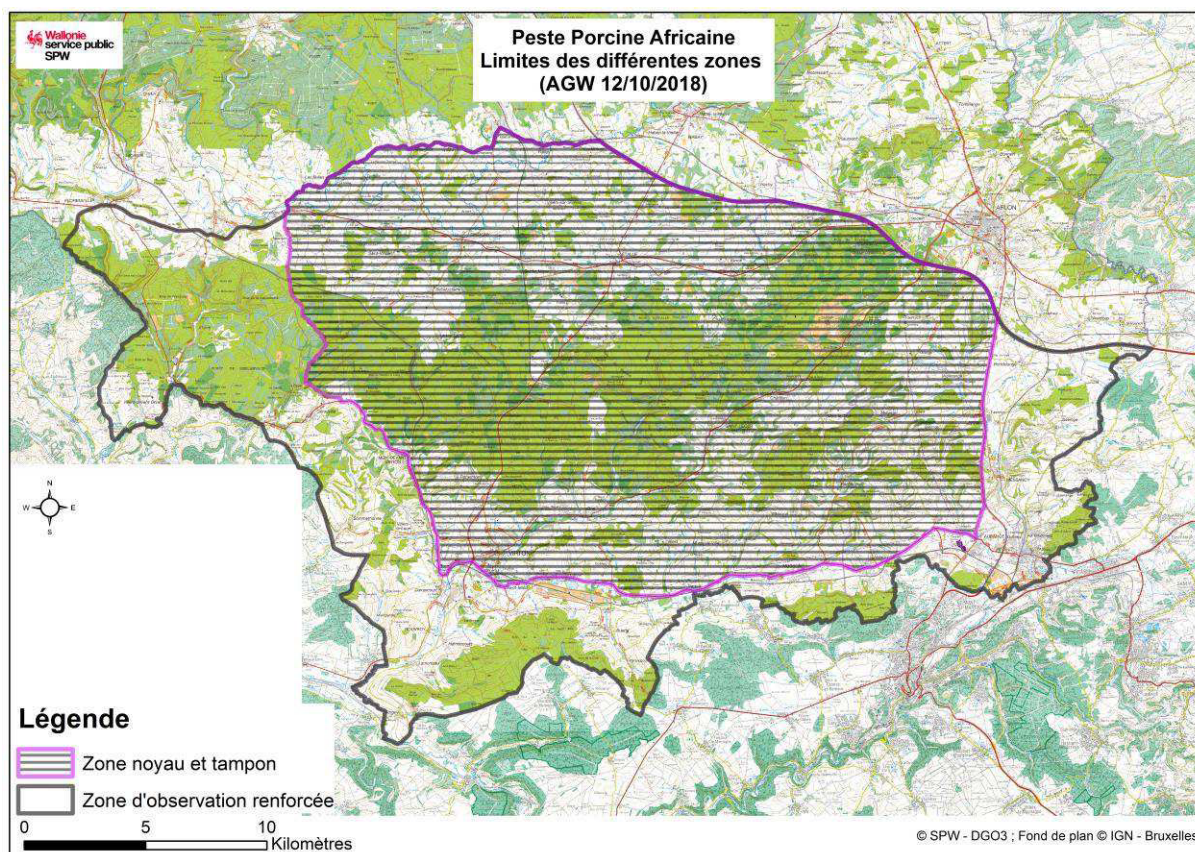
## Annexe 1

## Limites de la zone tampon

Description

Le périmètre de la zone tampon est délimitée, dans le sens des aiguilles d'une montre, par les limites suivantes :

- La N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusque son intersection avec la N891 au niveau de Gérouville
- La N891 jusque son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne
- La N83 jusque son intersection avec la N891
- La N891 jusque son intersection avec la N879 au niveau de Marbehan
- La N879 jusque son intersection avec la N897 au niveau de Marbehan
- La N897 jusque son intersection avec la E25-E411
- La E25-E411 jusque son intersection avec la N81 au niveau de Weyler
- La N81 jusque son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange
- La N883 jusque son intersection avec la N88

Carte

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Namur, le 12 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN



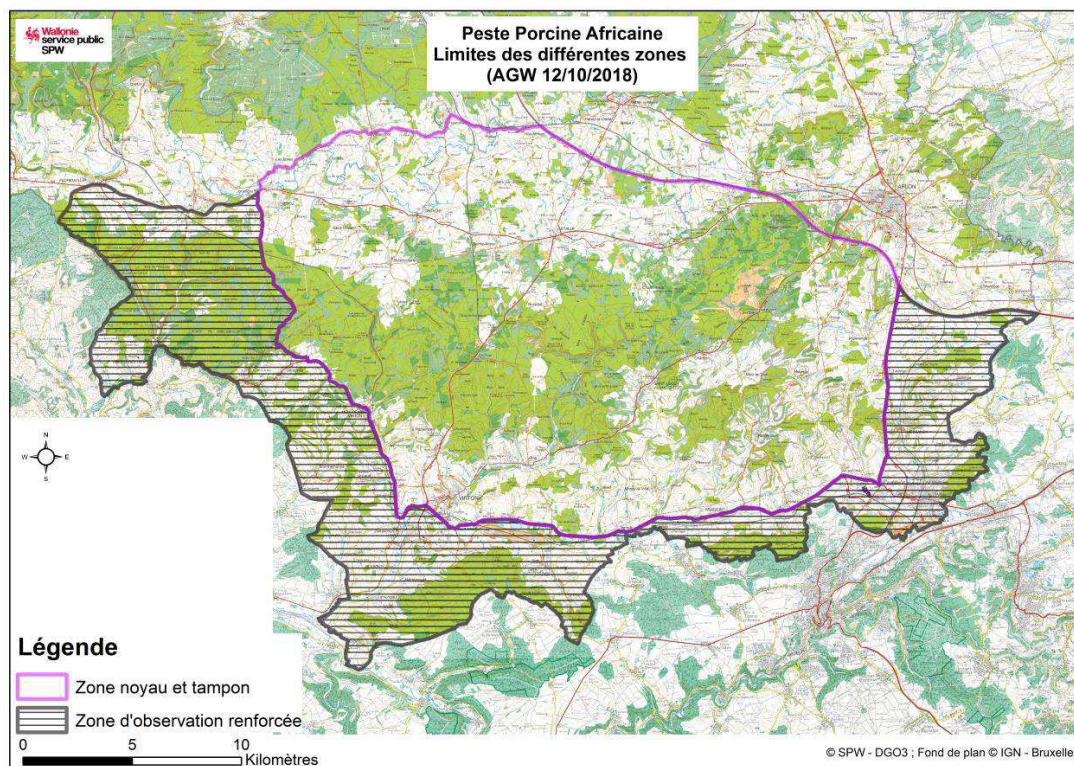
## Annexe 2

## Limites de la zone d'observation renforcée

Description

La zone d'observation renforcée est délimitée à l'intérieur par les limites de la zone tampon décrite à l'annexe 1 et à l'extérieur, dans le sens des aiguilles d'une montre, par les limites suivantes :

- la frontière avec la France ;
- la N85 ;
- la N83 ;
- la N891 :
  - a) rue du Pont Neuf ;
  - b) rue du Lieutenant de Crépy ;
  - c) pont Charreau ;
  - d) rue de Chiny ;
  - e) rue de Marbehan ;
  - f) rue de la Civanne ;
  - g) rue du Moreau ;
- la N879 : Grand-Rue ;
- la N897 :
  - a) rue des Anglières ;
  - b) rue du Pont de Virton ;
  - c) rue Maurice Grévisse ;
  - d) rue du 24 Août ;
- la E411/E25 ;
- la frontière avec le Grand-Duché de Luxembourg.

Carte

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.  
Namur, le 12 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14385]

**12. OKTOBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2002/60/EG des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest, Artikel 15 und 16;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1<sup>ter</sup>, 7 § 1 und 12<sup>ter</sup>, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, und Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 16. Februar 2017 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021;

Aufgrund des Berichts vom 12. Oktober 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung einer Pufferzone, die eine Kernzone umfasst, die auf der Entdeckung infizierter Kadaver basiert, und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können.

In der Erwägung, dass die Definierung einer Beobachtungszone rund um die Pufferzone, auf die auch mehrere Maßnahmen angewendet werden, einschließlich der teilweisen Aussetzung der Jagd und des Verbots der Fütterung von Wildschweinen, in der Lage ist, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in der Kernzone und der Pufferzone zu verstärken;

In der Erwägung, dass die Regierung in Anwendung der oben genannten Richtlinie auch die Verpflichtung vorzusehen hat, alle im Seuchengebiet erlegten oder verendet aufgefundenen Wildschweine einer Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest zu unterziehen und alle Wildschweine, die positiv getestet wurden, unter amtlicher Aufsicht zu verarbeiten;

In der Erwägung, dass die Vernichtung einer größtmöglichen Anzahl an Wildschweinen in der Beobachtungszone und ihre Beseitigung unter strikter Einhaltung der Biosicherheitsbedingungen ebenfalls dazu beitragen, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet zu verstärken;

In Erwägung der Empfehlungen der europäischen Sachverständigen, die die Fundiertheit dieser Strategie bestätigt haben;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Pufferzone: die in Anhang 1 ausgewiesene Zone, die eine Kernzone umfasst, die auf der Entdeckung infizierter Kadaver basiert;

3° Verstärkte Beobachtungszone: die in Anhang 2 ausgewiesene Zone.

KAPITEL II — *Fütterung von Großwild in der Pufferzone und in der verstärkten Beobachtungszone*

**Art. 2** - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild wird Absatz 2 durch die Wortfolge „, außer in den beiden in den Anhängen 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesenen Zonen, in denen jegliche Fütterung des Großwilds bis zum 14. November 2018 einschließlich untersagt ist.“ ergänzt.

KAPITEL III — *Jagd in der Pufferzone und in der verstärkten Beobachtungszone*

**Art. 3** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die Jagdsaison 2018-2019 ist die Jagd auf jegliche Wildart sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst bis zum 14. November 2018 einschließlich in der im Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesenen Pufferzone untersagt.“.

**Art. 4** - Die Artikel 4, 5, 6, 7, 10, 12 und 14 desselben Erlasses werden jeweils durch den folgenden Absatz ergänzt:

“Für die Jagdsaison 2018-2019 ist die Jagd, mit Ausnahme der Pirsch- und Ansitzjagd und der Treibjagd ohne Hund, die weiterhin erlaubt sind, sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst bis zum 14. November 2018 einschließlich in der im Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesenen verstärkten Beobachtungszone untersagt.”.

**Art. 5** - Artikel 8 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge “und unbeschadet der besonderen Bestimmungen über das Jagdverbot in dem festgelegten Seuchengebiet der Afrikanischen Schweinepest in der Provinz Luxemburg und in allen anderen Seuchengebieten, die nach einem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonie festgelegt würden” wird gestrichen;

2° eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“3° die Jagd auf Schwarzwild sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst bis zum 14. November 2018 einschließlich in der im Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesenen verstärkten Beobachtungszone untersagt.”.

#### KAPITEL IV — Vernichtung von Wildschweinen und Beseitigung der in der Pufferzone entdeckten verendeten Wildschweine

**Art. 6** - In der Pufferzone organisiert die Verwaltung die Suche nach verendeten Wildschweinen und deren Beseitigung auf jeglichem öffentlichem oder privatem Eigentum, einschließlich auf dem Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten, in denen dabei von dem im ersten Gedankenstrich von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Verbot abgewichen wird.

Die Eigentümer und Begünstigten dürfen sich den in Absatz 1 genannten Maßnahmen nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

**Art. 7** - Die Vernichtung von Wildschweinen in der Pufferzone ist bis zum 14. November 2018 einschließlich Tag und Nacht untersagt, mit Ausnahme der Tötung eines kranken oder verletzten Tieres unter Einhaltung der Biosicherheitsvorschriften.

**Art. 8** - In der Pufferzone wird die Suche nach verendeten Wildschweinen und deren Beseitigung ausschließlich von den Personalmitgliedern der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, den Personalmitgliedern des Zivilschutzes und den von der Verwaltung bevollmächtigten Personen durchgeführt.

**Art. 9** - Alle verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine müssen zu einer von der Verwaltung eingerichteten Sammelstelle transportiert werden, wo Proben für die Analyse zum Nachweis des Virus von Tierärzten entnommen werden, die von der Verwaltung dazu bevollmächtigt wurden.

Die Kadaver der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine müssen unter amtlicher Aufsicht vernichtet werden.

#### KAPITEL V — Vernichtung von Wildschweinen und Beseitigung der in der verstärkten Beobachtungszone entdeckten verendeten Wildschweine

**Art. 10** - In der verstärkten Beobachtungszone sind die Inhaber von Jagdrechten verpflichtet, die Vernichtung von Wildschweinen auf ihrem Gebiet selbst zu organisieren, mit dem Ziel, die Vernichtung des gesamten Bestands zu erreichen.

**Art. 11** - § 1. In der Beobachtungszone kann die Vernichtung der Wildschweine bis zum 14. November 2018 Tag und Nacht erfolgen.

§ 2. Die Vernichtung von Wildschweinen in der Beobachtungszone kann erfolgen durch oder mit Hilfe von

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Feuerwaffen,

5° Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist der Einsatz einer Feuerwaffe nur erlaubt, um Wildschweine im Rahmen einer Pirschjagd, einer Ansitzjagd oder einer Treibjagd ohne Hund zu erlegen, und um sie zu töten, wenn sie lebend gefangen wurden.

Was Ziffer 5 betrifft, so ist die Verwendung von Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten nur den Inhabern eines gültigen Jagdscheins und ihren Privatfeldhütern gestattet, sofern der Besitz und die Verwendung dieses Zubehörs in Abweichung von den Artikeln 3 und 8 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen durch die Föderalbehörde genehmigt wird.

§ 3. Die Vernichtung der Wildschweine erfolgt durch Inhaber eines gültigen Jagdscheins und durch Privatfeldhüter, die in den Biosicherheitsvorschriften geschult wurden, die bei der Verhütung und Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest zu beachten sind.

§ 4. Jede Vernichtung eines Wildschweins ist Gegenstand eines Abschuss- oder Todesbefunds, den ein Bediensteter der Verwaltung ausstellt, bevor das Tier die Grenzen des Gebiets, in dem es erlegt wurde, verlässt.

§ 5. Alle erlegten Wildschweine werden von den in Paragraph 3 genannten Personen transportiert, um in einer von der Verwaltung eingerichteten Sammelstelle abgegeben zu werden.

**Art. 12** - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes in der verstärkten Beobachtungszone verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um das Tier zu einer Sammelstelle zu transportieren, wo Proben für die Analyse zum Nachweis des Virus von Tierärzten entnommen werden, die von ihr dazu bevollmächtigt wurden.

**Art. 13** - Die Kadaver der verendet aufgefundene oder erlegten Wildschweine müssen unter amtlicher Aufsicht vernichtet werden.

KAPITEL VI — *Beseitigung der außerhalb der Pufferzone oder der verstärkten Beobachtungszone entdeckten verendeten Wildschweine*

**Art. 14** - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes außerhalb der Pufferzone oder der verstärkten Beobachtungszone verendet aufgefundene oder aus sanitären Gründen getötete Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Wildschweine, die nach einem Verkehrsunfall verendet sind oder getötet wurden, fallen nicht unter Absatz 1.

Die Verwaltung trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass eine Analyse zum Nachweis des Virus an den in Absatz 1 genannten Wildschweinen von einem von ihr dazu bevollmächtigten Tierarzt durchgeführt wird, und um das Tier zu einer Sammelstelle zu transportieren.

Die Kadaver der in Absatz 1 erwähnten Wildschweine müssen unter amtlicher Aufsicht vernichtet werden.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 15** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeit die Jagd gehört, kann die Anhänge nach einer Bewertung der Entwicklung der Lage vor Ort durch die Verwaltung ändern.

**Art. 16** - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Oktober 2018 in Kraft und am 14. November 2018 außer Kraft.

**Art. 17** - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

---



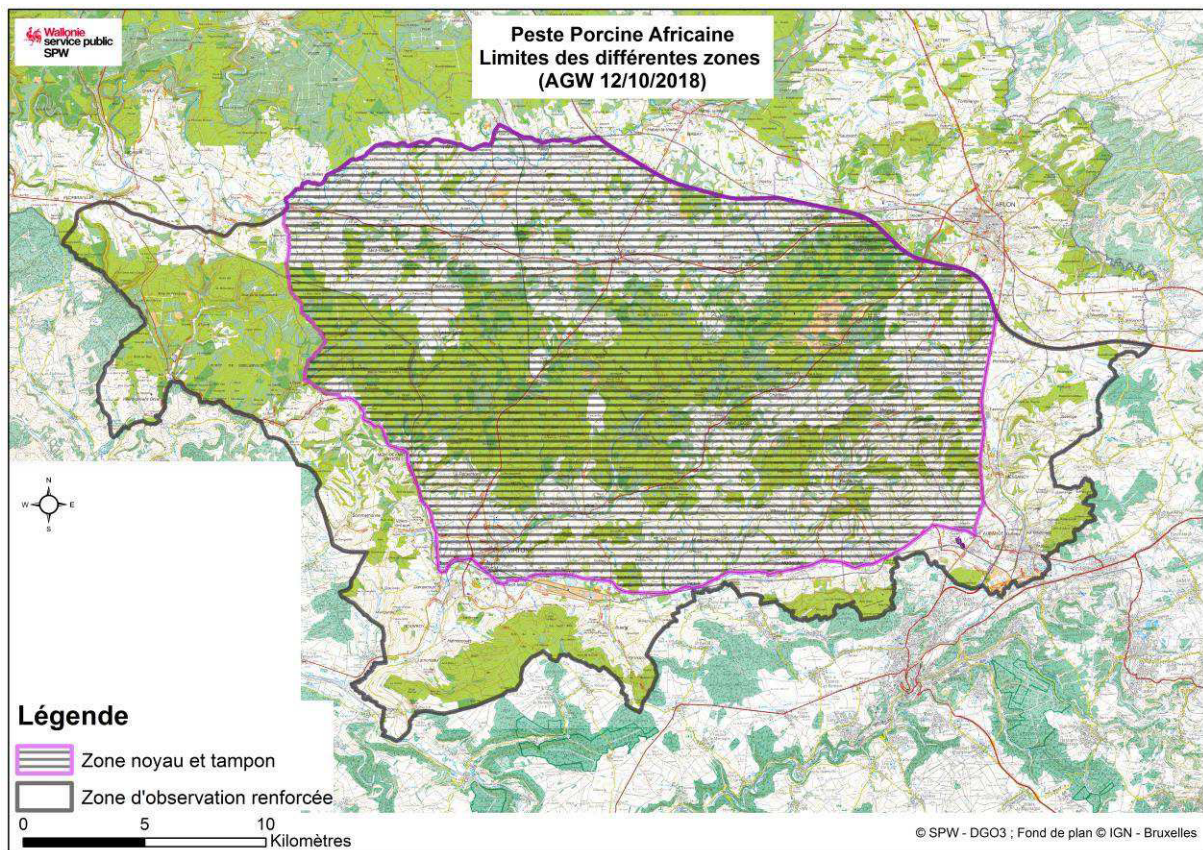
## Anhang 1

## Grenzen der Pufferzone

Beschreibung

Die Grenzen der Pufferzone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- Die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N879 auf Höhe von Marbehan
- die N879 bis zur Kreuzung mit der N897 auf Höhe von Marbehan
- die N897 bis zur Kreuzung mit der E25-E411
- die E25-E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler
- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88

Karte

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Oktober 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN



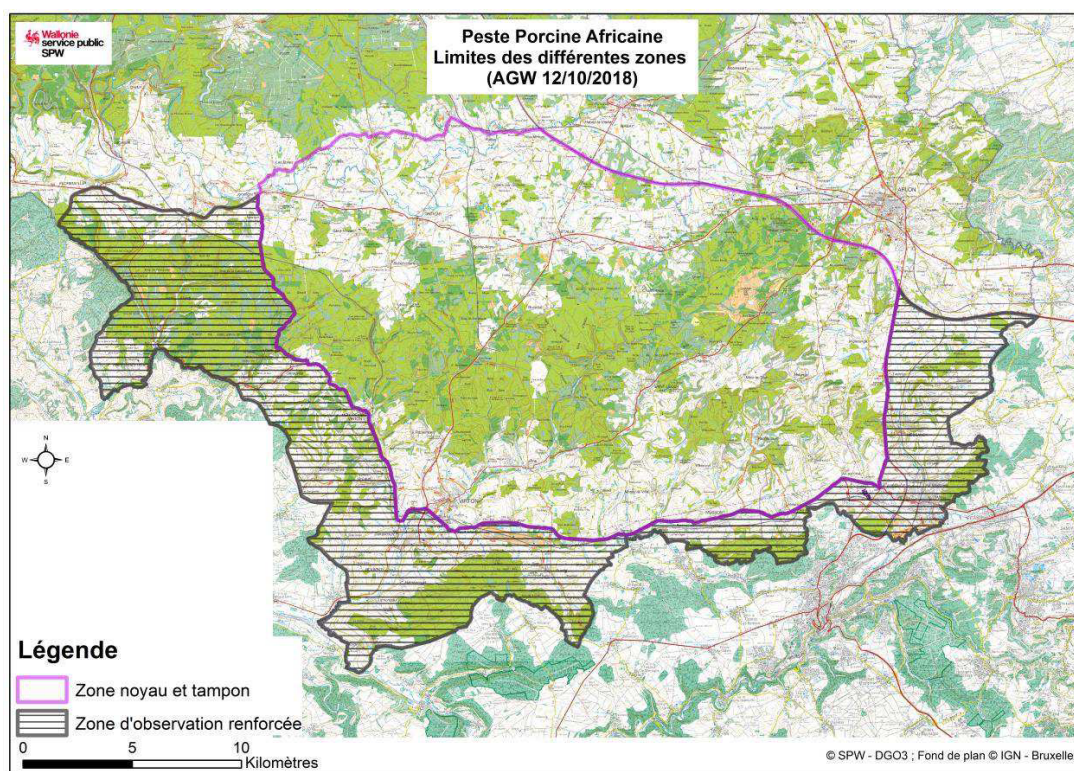
## Anhang 2

## Grenzen der verstärkten Beobachtungszone

Beschreibung

Die Innengrenzen der verstärkten Beobachtungszone verlaufen entlang der Grenzen der in Anhang 1 beschriebenen Pufferzone und die Außengrenzen verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- die Grenze zu Frankreich;
- die N85;
- die N83;
- die N891;
  - a) die Straße "rue du Pont Neuf";
  - b) die Straße "rue du Lieutenant de Crépy";
  - c) die Brücke "pont Charreau";
  - d) die Straße "rue de Chiny";
  - e) die Straße "rue de Marbehan";
  - f) die Straße "rue de la Civanne";
  - g) die Straße "rue du Moreau";
- la N879: "Grand-Rue";
- die N897;
  - a) die Straße "rue des Anglières";
  - b) die Straße "rue du Pont de Virton";
  - c) die Straße "rue Maurice Grévisse";
  - d) die Straße "rue 24 Août";
- die E411/E25;
- die Grenze zum Großherzogtum Luxemburg.

Karte

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest beigelegt zu werden.  
Namur, den 12. Oktober 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14385]

**12 OKTOBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 200/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1<sup>ter</sup>, 7, § 1, en 12<sup>ter</sup>, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, en artikel 10, gewijzigd bij de decreten van 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden ;

Gelet op het rapport van 12 oktober 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bevestiging, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een buffergebied, met daarin een kerngebied op basis van de ontdekking van viropositieve krenge en passende uit te voeren maatregelen, zoals de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoeden van de wilde zwijnen;

Overwegende dat de afbakening van een observatiegebied rondom het buffergebied waarop eveneens meerdere maatregelen van toepassing zijn, waaronder de gedeeltelijke opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoeden van de wilde zwijnen, van dien aard is dat de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest in het kerngebied en het buffergebied worden opgevoerd;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig voornoemde richtlijn, er eveneens toe gehouden is, de verplichting na te komen om elk in het besmet gebied neergeschoten of dood aangetroffen wild zijn te onderwerpen aan een onderzoek naar de opsporing van Afrikaanse varkenspest en aan de transformatie, onder officiële controle, van alle wilde zwijnen die een positief resultaat hebben opgeleverd;

Overwegende dat de vernietiging van een maximumaantal wilde zwijnen in het observatiegebied en de afvoer ervan met strikte naleving van de bioveiligheidsvoorwaarden eveneens ertoe bijdragen, de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest in het besmette gebied op te voeren;

Gelet op de aanbevelingen van de Europese deskundigen die de gegrondheid van deze strategie hebben bevestigd;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst;

2° buffergebied : het gebied afgebakend in bijlage 1, dat gebied bevat het kerngebied gebaseerd op de aangetroffen viropositieve krenge ;

3° versterkt observatiegebied : het gebied afgebakend in bijlage 2.

HOOFDSTUK II. — *Bijvoeding van grof wild in het buffergebied en in het versterkte observatiegebied*

**Art. 2.** In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild wordt lid 2 aangevuld met de woorden “behalve in de twee gebieden bepaald in de bijlagen 1 en 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, waar iedere bijvoeding van grof wild verboden is tot en met 14 november 2018”.

HOOFDSTUK III. — *Jacht in het buffergebied en in het versterkte observatiegebied*

**Art. 3.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht tussen 1 juli 2016 en 30 juni 2021 vastgelegd worden, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor het jachtjaar 2018-2019 wordt de jacht op iedere wildsoort in open veld en in bossen verboden tot en met 14 november 2018 in het buffergebied bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.”.

**Art. 4.** De artikelen 4, 5, 6, 7, 10, 12 en 14 van hetzelfde besluit worden telkenmale aangevuld met volgend lid :

“Voor het jachtjaar 2018-2019 wordt de jacht, behoudens de bers- en loerjacht en de drijfjacht zonder honden, die toegelaten blijven, verboden in open veld en in bossen tot en met 14 november 2018, met inbegrip van het versterkte observatiegebied bepaald in bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.”.

**Art. 5.** In artikel 8, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “en onverminderd de specifieke bepalingen betreffende het jachtverbod in de omtrek van het buffergebied dat in de provincie Luxemburg besmet is met Afrikaanse varkenspest en in de omtrek van eventuele andere gebieden die besmet zouden kunnen worden met Afrikaanse varkenspest in Wallonië” vervallen;

2° er wordt een 3° toegevoegd, luidend als volgt :

“3° de jacht op het soort wild zwijn is in open veld en in bossen verboden tot en met 14 november 2018 in het versterkte observatiegebied bepaald in bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.”.

#### HOOFDSTUK IV. — Vernietiging van de wilde zwijnen en beheer van de dood aangetroffen wilde zwijnen in het buffergebied

**Art. 6.** In het buffergebied organiseert de administratie het zoeken en verwijderen van dode wilde zwijnen op iedere publieke en private eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet uitgeoefend wordt en in de natuurreservaten waarvoor afgeweken wordt van het verbod bedoeld bij artikel 11, eerste streepje, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de verrichtingen bedoeld in lid 1, behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

**Art. 7.** De vernietiging van de wilde zwijnen in het buffergebied wordt overdag en 's nachts verboden tot en met 14 november 2018, uitgezonderd het afmaken van een ziek of gewond wild zwijn met inachtneming van de bioveiligheidsregels.

**Art. 8.** In het buffergebied is het zoeken en verwijderen van wilde zwijnen enkel de taak van het personeel van de administratie en van het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst, van de Burgerbescherming en van de personen gemandateerd door de administratie.

**Art. 9.** Ieder dood of neergeschoten aangetroffen wild zwijn wordt verplicht afgevoerd naar een inzamelcentrum opgericht door de administratie, waar stalen voor onderzoek worden afgenomen met het oog op de opsporing van het virus door dierenartsen, gemandateerd door de administratie.

De krenge van dood of neergeschoten aangetroffen wilde zwijnen worden verplicht onder officiële controle vernietigd.

#### HOOFDSTUK V. — Vernietiging van de wilde zwijnen en beheer van de dood aangetroffen wilde zwijnen in het versterkte observatiegebied

**Art. 10.** In het versterkt observatiegebied hebben de houders van het jachtrecht de verplichting om zelf de vernietiging van de wilde zwijnen op hun jachtgebied te organiseren, met als doel een totale ontvolking.

**Art. 11.** § 1. De vernietiging van de wilde zwijnen in het observatiegebied kan zowel overdag als 's nachts verricht worden tot en met 14 november 2018.

§ 2. De vernietiging van de wilde zwijnen kan in het observatiegebied enkel geschieden door middel of met behulp van:

1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° niet-vergiftigde lokmiddelen ;

3° lichtbronnen ;

4° vuurwapens ;

5° geluiddempers en nachtkijkers.

Betreffende 4° is het gebruik van een vuurwapen enkel toegelaten om wilde zwijnen neer te schieten bij de bers- en de loerjacht, bij drijfjachten zonder hond en om ze af te maken wanneer ze levend gevangen worden genomen.

Betreffende 5° wordt het gebruik van geluiddempers en nachtkijkers enkel toegelaten voor de houders van een geldige jachtvergunning en hun bijzondere veldwachters voor zover het houden en het gebruik van deze hulpmiddelen toegelaten wordt ter afwijking van de artikelen 3 en 8 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens door de federale overheid.

§ 3. De vernietiging van de wilde zwijnen wordt door houders van geldige Waalse jachtvergunningen en hun bijzondere veldwachters die een opleiding hebben gevolgd inzake de bioveiligheidsregels, in acht te nemen in het kader van de preventie en de bestrijding van Afrikaanse varkenspest.



§ 4. Iedere vernietiging van een wild zwijn maakt het voorwerp uit van een vaststelling van afschieten/dood van het dier door een personeelslid van de administratie voor de afvoer ervan buiten de grenzen van het grondgebied waarop het is neergeschoten.

§ 5. Ieder neergeschoten wild zwijn wordt door de personen bedoeld in paragraaf 3 naar een inzamelcentrum, opgericht door de administratie, afgevoerd.

**Art. 12.** Ieder wild zwijn dat dood aangetroffen wordt in het versterkte waarnemingsgebied wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen om het dier af te voeren naar een inzamelcentrum, waar stalen voor onderzoek worden afgenomen met het oog op de opsporing van het virus door dierenartsen, gemandateerd door de administratie.

**Art. 13.** De kregen van dood of neergeschoten aangetroffen wilde zwijnen worden verplicht onder officiële controle vernietigd.

HOOFDSTUK VI. — *Beheer van de wilde zwijnen, dood aangetroffen buiten het buffergebied en het versterkte observatiegebied*

**Art. 14.** Ieder wild zwijn dat dood of afgemaakt aangetroffen wordt in het versterkte observatiegebied wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

In lid één worden de wilde zwijnen die dood of afgemaakt aangetroffen worden ingevolge een aanrijding niet beoogd.

De administratie neemt de nodige maatregelen om een onderzoek door te voeren met het oog op de opsporing van het virus op de wilde zwijnen bedoeld in lid 1 door een dierenarts, gemandateerd door de administratie, en om het dier af te voeren naar een inzamelcentrum.

De kregen van wilde zwijnen bedoeld in lid 1 worden verplicht onder officiële controle vernietigd.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** De Minister bevoegd voor Jacht kan de bijlagen wijzigen na evaluatie van de evolutie van de toestand op het terrein door de administratie.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 15 oktober 2018 en houdt van kracht te zijn op 14 november 2018.

**Art. 17.** De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 12 oktober 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

---

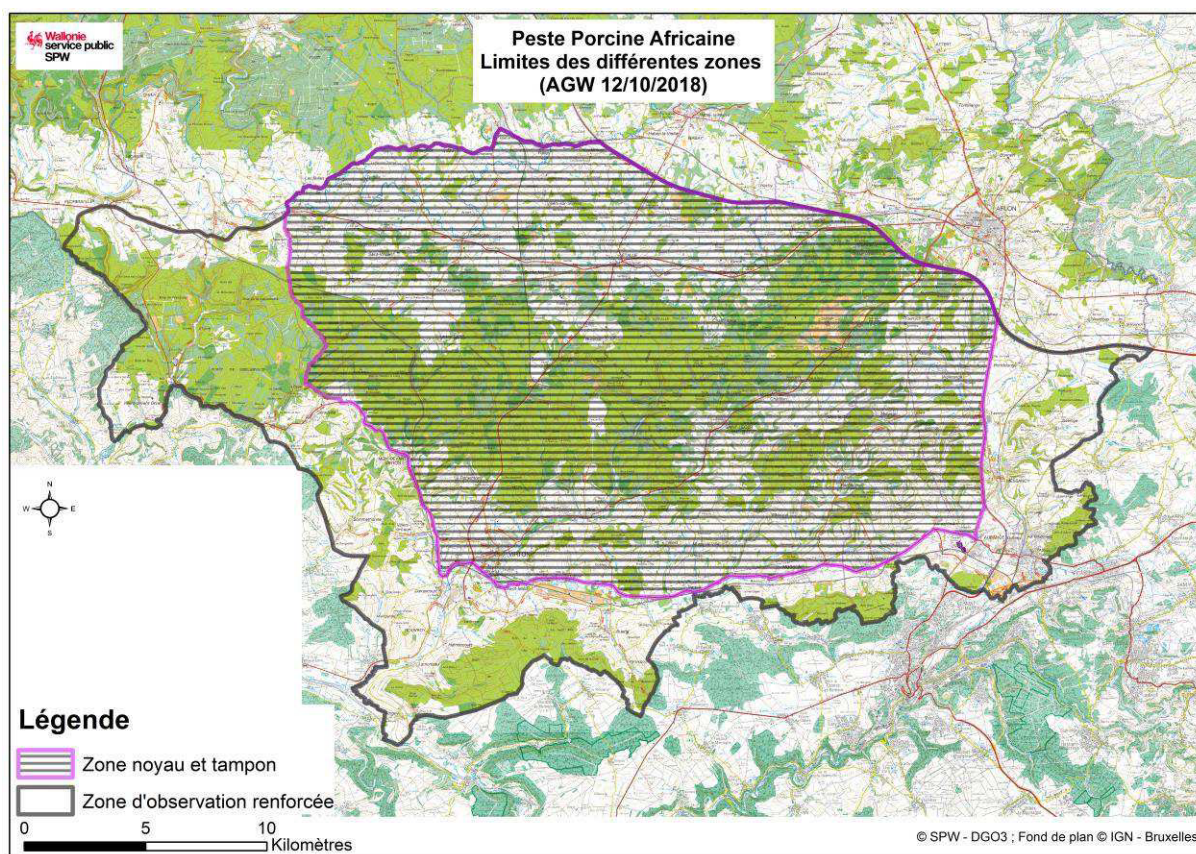
## BIJLAGE 1

## Grenzen van het buffergebied

Omschrijving

De omtrek van het buffergebied wordt in uurwijzerzin als volgt afgebakend:

- De N88, vanaf het kruispunt met de N883 ter hoogte van Aubange tot aan het kruispunt met de N891 ter hoogte van Gérardville
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N891 ;
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N879 ter hoogte van Marbehan
- De N879 tot aan de kruising ervan met de N897 ter hoogte van Marbehan
- De N897 tot aan de kruising ervan met de E25-E411
- De E25-E411 tot aan de kruising ervan met de N81 ter hoogte van Weyler
- De N81 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange
- De N883 tot aan de kruising ervan met de N88

Kaart

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen  
Namen, 12 oktober 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN



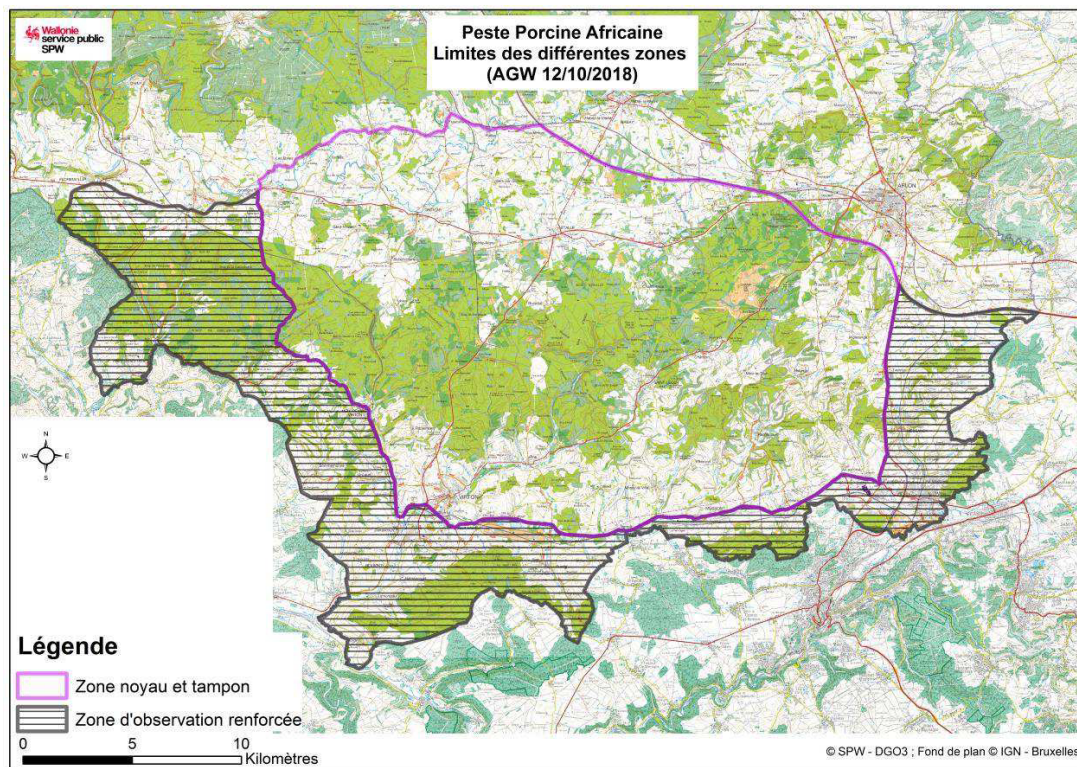
## BIJLAGE 2

## Grenzen van het verstrekt observatiegebied

Omschrijving

Het versterkt observatiegebied wordt afgebakend binnen in de grenzen van het buffergebied omschreven in bijlage 1 en daarbuiten in uurwijzerzin als volgt :

- de grens met Frankrijk ;
- de N85 ;
- de N83 ;
- de N891 :
  - a) rue du Pont Neuf ;
  - b) rue du Lieutenant de Crépy ;
  - c) pont Charreau ;
  - d) rue de Chiny ;
  - e) rue de Marbehan ;
  - f) rue de la Civanne ;
  - g) rue du Moreau ;
- de N879 : Grand-Rue ;
- de N897 :
  - a) rue des Anglières ;
  - b) rue du Pont de Virton ;
  - c) rue Maurice Grévisse ;
  - d) rue du 24 Août ;
- de E411/E25 ;
- de grens met het Groothertogdom Luxemburg.

Kaart

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen Namen, 12 oktober 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN